



Pas de service public pénitentiaire sans la sécurité de celles et ceux qui le font tourner

secretariat.federation@ufap.fr

Pantin, le 10 avril 2026

Monsieur le Président de la Formation spécialisée en matière de SANTE, DE SECURITE ET DE CONDITIONS DE TRAVAIL,

Aujourd'hui, 44 200 agents pénitentiaires mettent leur santé physique et mentale en jeu dans l'indifférence quasi générale : record de surcharge de travail et d'insécurité avec 23 773 détenus en trop par rapport à nos capacités, 6875 matelas au sol, 4000 emplois vacants, 5000 agressions sans programme de prévention

La toute nouvelle DGAP multiplie ostensiblement les manquements à ses obligations de prudence et de sécurité !

L'UFAP UNSa Justice alerte : la situation est intenable et explosive, elle expose les Personnels à un risque de mourir au travail qui augmente de manière exponentielle.

Nous avons frôlé récemment deux drames majeurs à Aix et Salon en ce début d'année. Les manquements répétés de l'administration à ses obligations de prudence, de sécurité et de protection de la santé des agents sont légion et constituent la démonstration que l'administration met les agents en danger par son inaction.

Le Code du travail est clair : protéger les travailleurs est une obligation légale, il n'y a pas d'exemption et surtout pas pour le ministère de la Justice. Pourtant la réalité est dramatique :

- **Le sang coule, le silence règne** : l'administration ne tire quasiment aucune leçon des 5000 agressions annuelles et ne parvient pas à la faire diminuer. A contrario, les records de surpopulation carcérale majorent les risques.
- **L'évaluation et la prévention des risques sont des coquilles vides** : l'évaluation obligatoire des risques n'est pas actualisée après les accidents et les agressions. Cela a toujours été un simple exercice administratif hors-sol.
- **Triple peine pour les victimes** : agressés ou accidentés, les agents sont ensuite trop souvent abandonnés par leur administration. Ils en subissent les conséquences humaines, juridiques et financières : ils doivent se battre pour faire valoir leurs droits et financer leurs soins, endurer les souffrances, les séquelles et leurs conséquences.

Les solutions existent. Il manque seulement le courage de les appliquer. Nous demandons :

- **Des établissements spécialisés et adaptés** : la création d'établissements avec des régimes de détention réellement adaptés aux profils pénaux et carcéraux
- **La fin de l'isolement** : le développement massif du travail en équipe mobile pour dissuader les agressions.
- **Une autonomie de service** pour permettre aux agents de concilier enfin vie professionnelle et vie personnelle
- **Le respect des obligations légale de la DGAP en matière d'évaluation et de prévention des risques.**

Les 23 773 détenus en trop et les 4000 vacances d'emploi font largement partie des causes des 5 000 agressions par an dont la responsabilité incombe au ministère en tant qu'employeur et aux pouvoirs publics. Pris entre tous ces écueils, les Personnels sont à bout de souffle et ne peuvent remplir leurs missions dans des établissements pleins à craquer. Le temps des opérations de communication, des actions inefficaces/irréalisables, et du mépris de la sécurité et des conditions de travail est révolu.

L'administration est la seule responsable de la dégradation de nos conditions de travail et de la mise en péril de nos vies. Puisqu'elle n'assume pas ses obligations par des actes concrets et des protections réelles, elle devra assumer seule les conséquences de ses négligences et de son indigence à protéger ses Personnels

Pas de service public pénitentiaire sans la sécurité de celles et ceux qui le font tourner.

Pour l'UFAP UNSa Justice, les représentants à la FS-AP